

RAHON [25]

# Création d'une déchèterie intercommunale

## ICPE

## PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES

Date :	Indice :	Libellé :	Etabli par :	Vérifié par :	Validé par :
22/06/2022	01	Création du document	AM	JPR	JPR
22/08/2022	02	Mise à jour du document	AM	JPR	JPR

---

## I. PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES

---

Le projet de Création d'une Déchèterie Intercommunale à Rahon est soumis au régime de la déclaration sous la rubrique 2710-1, désignant les installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial, pour une **quantité Supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 7 tonnes**.

Le projet est également soumis au régime de Enregistrement sous la rubrique 2710-2, désignant les installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial pour une **quantité Supérieure ou égale à 300m<sup>3</sup>**.

Une activité de broyage de déchets verts sera présente sur le site. Elle concernera **une quantité supérieure ou égale à 30t/jr**. Le projet est donc soumis à Enregistrement sous la rubrique 2794, désignant les installations de broyages de déchets verts.

A ce titre il doit satisfaire l'ensemble des dispositions décrites dans l'arrêté de prescriptions générales associé à ces rubriques de déclaration et d'enregistrement.

Sont rapportées ci-dessous les dispositions mises en place pour le respect des prescriptions concernées.

### I.1. Prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

La déchèterie de Rahon doit respecter les prescriptions de l'Arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-1 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifié par l'Arrêté du 21 juin 2018.

En appliquant les tonnages traités aujourd'hui par l'ancienne déchetterie, nous pouvons estimer que la **quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans la future installation sera de 5.5t**

Pour rappel, les annexes des articles de la nomenclature 2710-1 sont cités ci-après :

#### Article 2.2 (Locaux d'entreposage) :

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Réaction au feu :

- Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.
- Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).

Résistance au feu :

- Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :
- L'ensemble de la structure est à minima R. 15 ;
- Les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.
- Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toitures et couvertures de toiture :

Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).

#### Article 2.4 (Ventilation) :

*Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.*

#### Article 2.5 (Installations électriques) :

*Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail.*

#### Article 2.6 (Rétention des aires et locaux de travail) de la rubrique n°2710-1 :

*Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.*

#### Article 2.7 (Bacs de rétention) :

*Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

*100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*

*50 % de la capacité globale des réservoirs associés.*

*La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.*

*Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.*

#### Article 4.2 (Moyens de lutte contre l'incendie) :

*L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :*

- *D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*
- *De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;*
- *D'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;*
- *Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.*

*Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.*

#### Article 5.2 (Réseau de collecte) :

*Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.*

*Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an,*

*Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.*

#### Article 5.3 (Valeurs limites de rejet) :

*Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :*

*Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :*

- *pH (NF T90-008) : 5,5-8,5*
- *Température : < 30 °C*

*Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :*

- *Matières en suspension : 600 mg/l*
- *DCO : 2000 mg/l*
- *DBO5 : 800 mg*

*Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :*

- *Matières en suspension : 100 mg/l*
- *DCO : 300 mg/l*
- *DBO5 : 100 mg*

*Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.*

- *Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l*

*Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.*

#### Article 5.4 (Interdiction des rejets en nappe) :

*Le rejet d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine, même après épuration, est interdit.*

#### Article 5.5 (Prévention des pollutions accidentelles) :

*Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel*

#### Article 7.4 (Stockage des huiles) :

*Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.*

*Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.*

*Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.*

#### Article 8 (Valeurs limites de bruit) :

*Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :*

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A*)</i>	<i>6 dB (A)</i>	<i>4 dB (A)</i>
<i>supérieur à 45 dB (A)</i>	<i>5 dB (A)</i>	<i>3 dB (A)</i>
<i>*Au sens du présent arrêté, on appelle émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit produit par l'installation)</i>		

*De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.*

*Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.*

#### Article 9.1 (Élimination des produits dangereux en fin d'exploitation) :

*En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.*

I.2. Prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

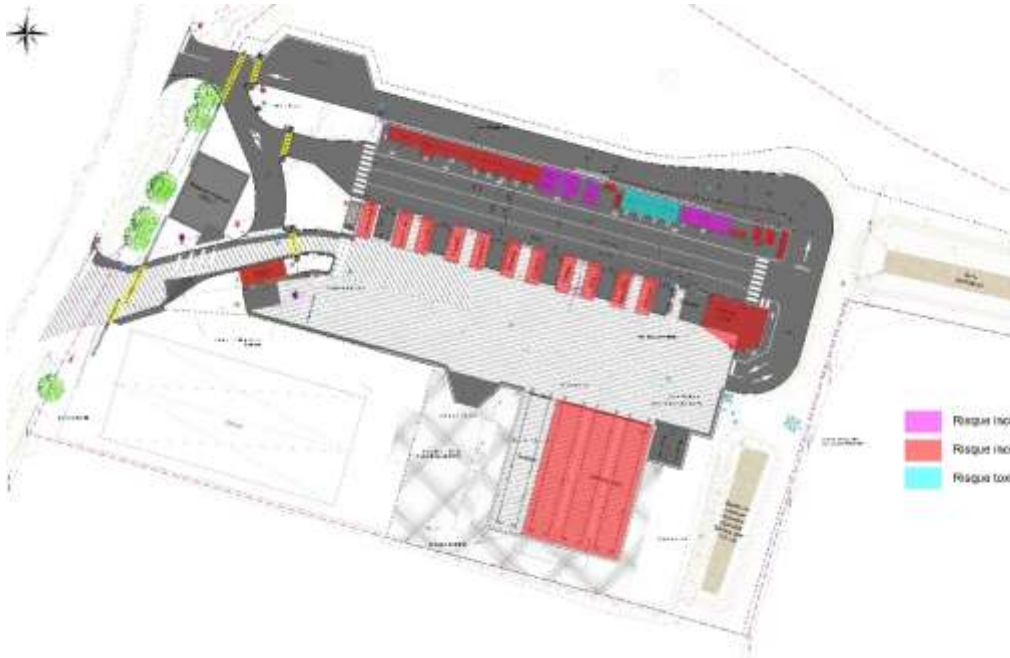
Le projet est soumis au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2710-2. A ce titre il doit satisfaire l'ensemble des dispositions décrites dans l'arrêté de prescriptions générales associé à cette rubrique d'Enregistrement.

En appliquant les volumes traités aujourd'hui par l'ancienne déchetterie, nous pouvons estimer que **le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présents dans la future installation sera de 540 m<sup>3</sup>.**

La déchetterie de Rahon doit respecter les prescriptions de l'Arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifié par l'Arrêté du 21 juin 2018.

Les choix techniques permettant la justification du respect de ces prescriptions générales sont présentés dans le tableau page suivante.

N° article	Prescriptions pour la rubrique 2710-2	Choix et justifications du projet
<b>Chapitre I : Dispositions Générales</b>		
Article 2	<b>Conformité de l'installation</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Les plans réglementaires sont joints à la présente demande d'enregistrement et sont conformes aux installations projetées.
Article 3	<b>Dossier « installation classée »</b> Etablissement et mise à jour d'un dossier comportant tous les documents justifiant de l'application du présent arrêté	L'ensemble des documents seront conservés dans les locaux de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Article 4	<b>Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle</b> L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Tout incident ou accident survenu du fait du fonctionnement de la déchetterie sera déclaré immédiatement à l'inspection des installations classées
Article 5	<b>Implantation</b> L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Aucune habitation ou local habité n'est ou ne sera présent sur le site
Article 6	<b>Envol des poussières</b> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.	Les camions de collecte des déchets seront systématiquement bâchés. Les véhicules circuleront uniquement sur des voiries bituminées, imperméables. Les voiries seront convenablement nettoyées.
Article 7	<b>Intégration dans le paysage</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.	Des espaces verts seront aménagés autour des constructions. Les agents d'exploitation entretiendront le site et les espaces verts régulièrement.
<b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>		
<b>Section 1 : Généralités</b>		
Article 8	<b>Surveillance de l'installation</b> L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.	Les agents d'exploitation seront présents sur le site pendant les heures d'ouverture. Ils auront en leur possession, les différentes consignes d'exploitation du site. Le personnel intervenant sur le site sera formé aux tâches qui lui seront attribuées. Un système de vidéosurveillance, avec enregistrement sera installé sur le site.

Article 9	<p><b>Propreté de l'installation</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières</p>	<p>Le site sera régulièrement entretenu par le personnel.</p> <p>Des dispositifs de garde-corps en haut de quai limiteront la chute de déchets entre les quais et la benne.</p> <p>Le personnel veillera à balayer la plateforme basse à chaque évacuation de benne.</p> <p>Des bacs de rétention seront installés et entretenus sous les cuves pour huiles usagées. Les bungalows de stockages de matières dangereuses seront équipés de bacs de rétention.</p> <p>La nature de l'installation et des produits collectés n'impose pas d'avoir recours à du matériel de nettoyage spécifique.</p>
Article 10	<p><b>Localisation des risques</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>La détermination de la nature des risques présents sur le site sera réalisée afin de concevoir un plan de zonage des dangers (voir exemple ci-dessous, à titre d'information, les emplacements des flux à quai ne sont pas encore définitifs).</p> <p>Ce plan, figurant la localisation des zones de dangers accompagnée de la nature du danger, sera affiché sur le site.</p> 



Article 11	<p><b>Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>Des panneaux indiqueront la nature des produits détenus sur le site ainsi que s'il y a lieu les symboles de danger.</p> <p>Une liste des produits et matériaux dangereux stockés et utilisés sur site, accompagnés de leurs quantités sera tenue à jour dans les locaux de la Communauté de Communes. Leur localisation sera précisée sur un plan.</p>
Article 12	<p><b>Caractéristiques des sols</b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p>	<p>Voirie et sol étanches. Rétention associée au niveau des stockages de déchets dangereux. Réseau de collecte des eaux avec vannes pour isoler l'écoulement du milieu naturel.</p>
<b>Section 2 : Comportement au feu des locaux</b>		
Article 13	<p><b>Réaction au feu</b></p> <p>Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matériaux A2 s2 d0.</li> </ul> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les déchets ne seront entreposés que dans des locaux de stockage présentant des caractéristiques de résistance au feu et désenfumage réglementaires.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu seront conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>Résistance au feu :</p> <p>Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>L'ensemble de la structure est à minima R. 15 ;</p>

Article 14	<p><b>Désenfumage</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li> </ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>Les locaux de stockage des déchets seront conformes à la réglementation en vigueur et seront munis d'une ventilation permanente limitant la formation d'une atmosphère explosive et permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie.</p> <p>Par ailleurs, compte tenu des éléments mis en place et des procédures d'acceptation des déchets, ces locaux ne présenteront qu'un risque incendie limité.</p> <p>Seul le gardien formé à la manipulation des déchets sera autorisé à déposer les déchets dans le local, les quantités réceptionnées seront faibles et une évacuation régulière limitera les stocks, des panneaux interdiction de fumer seront apposés sur le site.</p> <p>Les DDS seront stockés en local, équipé de dispositif d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conforme aux normes en vigueur, adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<b>Section 3 : Dispositifs de sécurité</b>		
Article 15	<p><b>Clôture de l'installation</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>	<p>Le site sera entièrement clôturé. Un nouveau portail sera posé et demeurera ouvert uniquement aux heures d'ouverture. Un panneau d'affichage à l'entrée du site indiquera les heures d'ouverture.</p>
Article 16	<p><b>Accessibilité</b></p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>	<p>Voirie aménagée et conforme au type de véhicules présents sur le site. Les voies de circulation permettent une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p> <p>Le site sera entièrement accessible pour permettre l'intervention des services de secours.</p> <p>Un dispositif anti-chute sera mis en place du fait de la présence de quais en hauteur.</p> <p>Des marquages au sol, des balisages et une signalisation horizontale et verticale seront présents sur le site.</p> <p>Les règles de circulation effectives sur le site seront celles du Code de la Route.</p>

Article 17	<p><b>Ventilation des locaux</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p>	<p>Aucun immeuble n'est ou ne sera habité sur le site.</p> <p>Les locaux présents sur le site seront ventilés.</p>
Article 18	<p><b>Matériels utilisables en atmosphères explosives</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé. Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenus à la disposition des services d'inspection.</p>	<p>Le local présentant un risque incendie sera conforme à cet article dans sa conception. Les justificatifs du constructeur/fabricant seront tenus à disposition des services d'inspection.</p>
Article 19	<p><b>Installations électriques</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>	<p>Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur. Elles seront vérifiées régulièrement.</p> <p>Tous les documents utiles (construction, rapport de vérification,...) seront tenus à disposition des services d'inspection.</p>
Article 20	<p><b>Systèmes de détection et d'extinction automatiques</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>Le local gardien sera équipé d'un détecteur de fumée.</p>

Article 21	<p><b>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours</li> <li>de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10</li> <li>d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</li> </ul> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage</p> <p>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur</p>	<p>Présence d'extincteurs vérifiés annuellement.</p> <p>Une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> sera mise en place à l'entrée du site. Un poteau incendie sera mis en place, couplé à une aire de stationnement réservée aux véhicules de lutte contre les incendies. Il sera créé lors des travaux d'aménagement de la déchèterie. Il sera demandé un respect des prescriptions liées au débit (60 m<sup>3</sup>/h) et au volume requis (pendant 2 heures). Le plan joint au dossier indique le rayon de 100 mètres autour du poteau.</p>
Article 22	<p><b>Plans des locaux et schéma des réseaux</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	<p>Ce plan sera constitué en phase de travaux pour correspondre avec le positionnement réel des équipements d'alerte et de secours avec mention des dangers (incendie).</p> <p>Il sera consultable par les secours en cas d'intervention.</p>
<b>Section 4 : Exploitation</b>		

Article 23	<p><b>Travaux</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 10, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	<p>Des panneaux interdiction de fumer seront disposés sur le site et aux abords des zones à risque.</p> <p>Par ailleurs, la réalisation de travaux dans les zones présentant un risque fera l'objet d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis feu.</p>
------------	---	---

Article 24	<p><b>Consignes d'exploitation</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</p> <p>l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</p> <p>l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</p> <p>les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</p> <p>les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;</p> <p>les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</p> <p>les modes opératoires ;</p> <p>la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</p> <p>les instructions de maintenance et de nettoyage ;</p> <p>l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>	<p>La collectivité établira et affichera les consignes d'exploitation du site dans le local gardien. Ces consignes reprendront les éléments indiqués au niveau de cet article.</p>
Article 25	<p><b>Vérification périodique et maintenance des équipements</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>La collectivité mettra en place un planning de vérification périodique et de maintenance des équipements présents sur la déchèterie. Les rapports seront tenus à disposition des services d'inspection.</p>

Article 26	<p><b>Formation</b></p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :</li> <li>le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li> <li>la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;</li> <li>la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;</li> <li>les déchets et les filières de gestion des déchets ;</li> <li>les moyens de protection et de prévention ;</li> <li>les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;</li> <li>les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.</li> </ul> <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>	<p>Les gardiens seront formés en respectant le présent article et la collectivité établira un plan de formation adapté à leur fonction.</p>
Article 27	<p><b>Prévention des chutes et collisions</b></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</p> <p>I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>	<p>Des dispositifs anti-chute seront mis en place le long des quais. Des panneaux signalant le risque de chute seront placés à divers endroits ainsi que les zones interdites au public.</p> <p>Un éclairage adapté sera mis en place sur la déchèterie. Un cheminement piéton sera mis en place le long des quais ainsi que des passages piétons pour aller de la zone hors quais vers la zone des quais</p>

Article 28	<p><b>Zone de dépôt pour le réemploi</b></p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p>	<p>La collectivité mettra en place une zone pour le réemploi des déchets sous le contrôle du gardien de déchèterie.</p> <p>Cette zone de moins de 80 m<sup>2</sup> ne dépassera pas 10 % de la surface totale de l'installation (plus de 8 000 m<sup>2</sup>).</p> <p>Des box liés à la Ressourcerie de Maiche et des box de dons seront placés de l'autre côté des quais. Ils accueilleront des déchets pouvant potentiellement être réutilisés/réparés par les usagers de la déchèterie qui pourront se servir au niveau du stock constitué. Les objets ne resteront pas plus d'un mois dans cette zone (remis dans les bennes par l'équipe technique au-delà de ce délai).</p>
<b>Section 5 : Stockages</b>		
Article 29. I	<p><b>Stockage rétention</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>-</li> </ul>	<p>Les déchets dangereux seront stockés sur rétention conformément à la réglementation.</p> <p>Une borne spécifique sera utilisée pour le stockage des huiles. Elle est constituée d'une double peau et équipée d'un système de rétention. Elle sera mise sous abri.</p> <p>Le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention prévue dans le local.</p> <p>En cas de confinement, les eaux feront l'objet d'analyses afin de déterminer quantitativement et qualitativement la pollution en présence. Les mesures seront ensuite prises en fonction des résultats de ces analyses (élimination, traitement, rejet).</p> <p>Voirie étanche et aire bétonnée permettant de recueillir les éventuelles eaux de lavage. Réseau de collecte des eaux avec vannes pour isoler le rejet accidentel.</p> <p>Bassin de rétention pour capter tout écoulement pollué, y compris les eaux d'incendie dans un bassin dédié.</p> <p>Analyse des eaux avant rejet. Selon résultats, soit traitement en installation spécifique soit évacuation vers milieu récepteur.</p>
Article 29. II	<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	<p>(Se référer à l'article 29.I)</p>



Article 29.III	Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.	(Se référer à l'article 29.I)
Article 29. IV	Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :	(Se référer à l'article 29.I)
<b>Chapitre III : La ressource en eau</b>		
<b>Section 1 : Prélèvements, consommation d'eau et collecte des effluents</b>		
Article 30	<p><b>Prélèvement d'eau, forages</b></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de déconnexion évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour empêcher de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>Toute réalisation de forage doit être conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p>	<p>Aucun prélèvement dans les eaux souterraines ou superficielles n'est prévu sur le site de la déchèterie. La consommation d'eau sur le site sera extrêmement faible. Elle se limitera aux besoins sanitaires du personnel, au lavage des mains pour les usagers et au lavage occasionnel des aires de circulation (très rare, le balayage étant préféré).</p> <p>Aucun forage n'est prévu et aucun forage n'est existant sur le site.</p>

Article 31	<p><b>Collecte des effluents</b></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	<p>L'ensemble des eaux de ruissellement collectées sur le site sera acheminé vers le système de traitement.</p> <p>Le plan de masse du site fait partie des pièces constitutives de ce dossier d'enregistrement. Il fait apparaître tous les équipements présents sur le site. Il sera tenu à jour et disponible pour toute consultation par les services de l'état.</p>
Article 32	<p><b>Collecte des eaux pluviales</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Toutes les eaux de ruissellement sont susceptibles d'être polluées puisqu'elles proviennent des chaussées et des zones de stockage des déchets. L'ensemble des effluents collectés sur le site feront donc l'objet d'une collecte, d'un traitement et d'un stockage tampon avant leur rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Une vidange du décanteur déshuileur sera réalisée annuellement. Cette maintenance sera réalisée par une entreprise extérieure agréée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités seront archivés et disponibles dans les locaux de la CCPSB</p>
<b>Section 2 : Rejets</b>		

Article 33	<p><b>Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>D'après l'article L. 212-1 du code de l'environnement : « Les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux correspondent ». Pour les masses d'eau souterraines, à un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement de chacune d'entre elles ».</p> <p>Les déchets verts bruts seront évacués fréquemment afin de limiter la production de lixiviats et le dépassement des valeurs limites de rejet.</p>
Article 34	<p><b>Mesure des volumes rejetés et points de rejets</b></p> <p>La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>	<p>Les rejets seront réalisés en un seul point.</p>

Article 35	<p><b>Valeurs limites de rejet</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <p>pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température &lt; 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matières en suspension : 600 mg/l ;</li> <li>- DCO : 2 000 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 800 mg/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <p>matières en suspension : 100 mg/l ; DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <p>indice phénols : 0,3 mg/l ; chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; cyanures totaux : 0,1 mg/l ; AOX : 5 mg/l ; arsenic : 0,1 mg/l ; hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>	<p>Les rejets d'eaux pluviales respecteront les valeurs du présent article. Le rejet s'effectuera dans le milieu naturel (infiltration dans les sols) après passage par un bassin de rétention et un déboureur-déshuileur. Ainsi, les valeurs limites des eaux rejetées devront être conformes aux valeurs indiquées aux paragraphes a, c et d.</p>
Article 36	<p><b>Interdiction des rejets dans une nappe</b></p> <p>Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires vers les eaux souterraines est interdit.</p>	<p>Aucun rejet ne sera effectué dans la nappe.</p>

Article 37	<b>Prévention des pollutions accidentelles</b> Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.	La circulation et l'ensemble des stockages seront effectués sur des voies et des aires imperméables. Les eaux de ruissellement issues de ces aires seront toutes collectées et acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis vers un bassin de rétention des eaux pluviales d'une capacité de 130 m3
Article 38	<b>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée</b> Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m <sup>3</sup> /j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.	Une analyse annuelle sera mise en place sur les composés suivant les valeurs limites d'émissions définies à l'article 35. Les résultats seront tenus à disposition des services d'inspection.
Article 39	<b>Epandage</b> L'épandage des déchets et effluents est interdit.	Aucun épandage de déchets ou d'effluents provenant du site ne sera effectué.
<b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b>		
Article 40	<b>Prévention des nuisances odorantes</b> L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin, ventilés. Les effluents gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.	Les seuls déchets susceptibles d'être à l'origine d'odeurs sont les déchets verts. Or ces déchets seront déposés en plateforme et évacués fréquemment, garantissant l'absence de nuisances odorantes sur le site.
<b>Chapitre V : Bruits et Vibrations</b>		

Article 41	<p><b>Valeurs limites de bruit</b></p> <p>1. Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>2. Véhicules. - Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>3. Vibrations.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>Une mesure de bruit et d'émergence conforme à la réglementation sera réalisée dans l'année suivant le démarrage de l'installation. L'exploitant s'engage à réaliser, ou à faire réaliser par un organisme agréé, les mesures au moins une fois tous les 3 ans conformément à la réglementation en vigueur. Les véhicules et engins de chantier utilisés lors de l'installation seront conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Les sources de nuisances sonores ou de vibrations du site seront essentiellement dues à la circulation des véhicules, au dépôt des déchets et au broyage des déchets verts.</p> <p>Compte tenu de son positionnement à l'écart des habitations, l'installation ne sera pas génératrice de vibrations de nature à nuire aux constructions alentours ou de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)									
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									

	Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.	
<b>Chapitre VI : Déchets</b>		
Article 42	<p><b>Admission des déchets</b></p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p> <p>I. Réception et entreposage.</p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.</p>	<p>Le site sera clos en dehors des heures d'ouverture. Aucun accès ne sera possible : grillage clôturant le site, portails à l'entrée/sortie du site.</p> <p>Les déchets ne sont acceptés que pendant les heures d'ouverture et en présence du gardien de la déchèterie.</p> <p>Le gardien peut justifier du refus de l'acceptation d'un déchet. La collectivité dispose d'éléments pour informer sur les filières existantes.</p> <p>Chaque flux de déchets acceptés est signalé par un panneau spécifique. Le gardien contrôle le taux de remplissage des contenants afin de déclencher l'enlèvement des déchets.</p>

Article 43	<p><b>Déchets sortants</b></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I. Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de l'expédition ;</li> <li>le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>l'identité du transporteur ;</li> <li>le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;</li> <li>le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</li> </ul>	<p>La collectivité tient à jour un registre des déchets sortants sur la base des informations transmises par les sociétés spécialisées en charge de la collecte et du traitement des déchets acceptés sur la déchèterie.</p> <p>Seuls les déchets issus de la zone de dons ne seront pas consignés dans ce registre. L'exploitant veillera aux respects de ces règles.</p>
Article 44	<p><b>Déchets produits par l'installation</b></p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p>	<p>L'exploitant s'engage à respecter les filières de traitement des déchets et à émettre un bordereau de suivi pour tous déchets remis à un tiers</p>
Article 45	<p><b>Brûlage</b></p> <p>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>	<p>Le brûlage de déchets sera interdit.</p>



Article 46	<b>Transports</b> Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargés du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.	Les bennes seront systématiquement couvertes d'un filet ou d'une bâche pour éviter les envois. Lors du choix des prestataires de collecte/de transport, la collectivité s'assure de leur capacité à prétendre au transport de déchets.
<b>Chapitre VII : Surveillance des émissions</b>		
Article 47	<b>Contrôle par l'inspection des installations classées</b> L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.	L'exploitant s'engage à respecter cet article, le cas échéant

### I.3. Prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2794 (installations de broyage de déchets verts végétaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Le projet est soumis au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2794. A ce titre il doit satisfaire l'ensemble des dispositions décrites dans l'arrêté de prescriptions générales associé à cette rubrique d'Enregistrement.

En appliquant les tonnages traités aujourd'hui par l'ancienne déchetterie, **dans le cas de l'installation de broyage de déchets végétaux non dangereux**, nous pouvons estimer que la **quantité de déchets dans la future installation sera de 50 à 100t/jr**

La déchetterie de Rahon doit respecter les prescriptions de l'Arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2794 (installations de broyage de déchets verts végétaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifié par l'Arrêté du 21 juin 2018.

L'ensemble des dispositions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement pour la rubrique n° 2794 « installation de broyage de déchets végétaux non dangereux » sont présentées ci-dessous :

N° article	Prescriptions pour la rubrique 2794	Choix et justifications du projet
<b>Chapitre I : Dispositions Générales</b>		
Article 5	<p><b>Implantation</b></p> <p>Les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des déchets (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</li> <li>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>).</li> </ul> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont suffisamment éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une casse automobile est voisine du site.</li> <li>- Aucun immeuble de grande hauteur est situé à proximité du site. Le site est situé à plus de 100m des premières habitations.</li> <li>- La zone de stockage des déchets verts est placée à plus de 5m des bâtiments de stockages fermées.</li> </ul>

<b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>		
Section I : Dispositions constructives		
Article 6	<p><b>Comportement au feu</b></p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ensemble de la structure a minima R15 ;</li> <li>- parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture de classe et d'indice BROOF (t3).</li> </ul> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p>	<p>Les déchets ne seront entreposés que dans des locaux de stockage présentant des caractéristiques de résistance au feu et désenfumage réglementaires.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu seront conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>Résistance au feu :</p> <p>Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>L'ensemble de la structure est à minima R. 15</p>
Article 7.I	<p><b>Accessibilité</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p>	<p>Voirie aménagée et conforme au type de véhicules présents sur le site.</p> <p>Des marquages au sol, des balisages et une signalisation horizontale et verticale seront présents sur le site.</p> <p>Les règles de circulation effectives sur le site seront celles du Code de la Route.</p>

Article 7. II	<p><b>Voie « engins »</b></p> <p>Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>- l'accès au bâtiment ;</li> <li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;</li> <li>- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.</li> </ul> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	<p>Les voies de circulation permettent une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés, les rayons de courbures des virages sont prévus pour les engins les plus gros pouvant circuler dans l'installation.</p>
Article 7. III	<p><b>Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site</b></p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;</li> <li>- longueur minimale de 10 mètres ;</li> </ul> <p>présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p>	<p>Le site sera entièrement accessible pour permettre l'intervention des services de secours.</p>

Article 7. IV	<p><b>Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens</b></p> <p>Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.</p> <p>Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;</li> <li>- la pente est au maximum de 10 % ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ;</li> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup> ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</li> </ul> <p>2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre.</li> </ul> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p>	Il n'existe pas, sur l'installation de bâtiments en hauteur.
---------------	---	--

	Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.	
Article 7. V	<b>Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins</b> A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	(Se référer à l'article 7.IV)
Article 8	<b>Désenfumage</b> Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévue pour 250 m2 de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.	Les locaux de stockage des déchets seront conformes à la réglementation en vigueur et seront munis d'une ventilation permanente limitant la formation d'une atmosphère explosive et permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie.  Par ailleurs, compte tenu des éléments mis en place et des procédures d'acceptation des déchets, ces locaux ne présenteront qu'un risque incendie limité.  Seul le gardien formé à la manipulation des déchets sera autorisé à déposer les déchets dans le local, les quantités réceptionnées seront faibles et une évacuation régulière limitera les stocks, des panneaux interdiction de fumer seront apposés sur le site.  Les DDS seront stockés en local, équipé de dispositif d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conforme aux normes en vigueur, adapté aux risques particuliers de l'installation.

Article 9	<p><b>Moyens de lutte contre l'incendie</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours</li> <li>2. De plans des bâtiments et aires de gestion des déchets ou matières dangereuses facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire</li> <li>3. D'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li> </ul> </li> </ol> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4. D'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les déchets et matières dangereuses présents dans l'installation.</li> </ol> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>	<p>Présence d'extincteurs vérifiés annuellement. Une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> sera mise en place à l'entrée du site. Un poteau incendie sera mis en place, couplé à une aire de stationnement réservée aux véhicules de lutte contre les incendies. Il sera créé lors des travaux d'aménagement de la déchèterie. Il sera demandé un respect des prescriptions liées au débit (60 m<sup>3</sup>/h) et au volume requis (pendant 2 heures). Le plan joint au dossier indique le rayon de 100 mètres autour du poteau.</p> <p>Le local gardien sera équipé d'un détecteur de fumée.</p>
<b>Section II : Dispositif de prévention des accidents</b>		
Article10	<p><b>Installations électriques et mise à la terre</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>	<p>Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur. Elles seront vérifiées régulièrement. Tous les documents utiles (construction, rapport de vérification, ...) seront tenus à disposition des services d'inspection</p>
<b>Section III : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>		



Article 11. I	<p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul>	<p>Les déchets dangereux seront stockés sur rétention conformément à la réglementation.</p> <p>Une borne spécifique sera utilisée pour le stockage des huiles. Elle est constituée d'une double peau et équipée d'un système de rétention. Elle sera mise sous abri.</p> <p>Le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention prévue dans le local.</p> <p>En cas de confinement, les eaux feront l'objet d'analyses afin de déterminer quantitativement et qualitativement la pollution en présence. Les mesures seront ensuite prises en fonction des résultats de ces analyses (élimination, traitement, rejet).</p> <p>Bassin de rétention pour capter tout écoulement pollué, y compris les eaux d'incendie dans un bassin dédié.</p>
Article 11. II	<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p>	<p>La circulation et l'ensemble des stockages seront effectués sur des voies et des aires imperméables. Les eaux de ruissellement issues de ces aires seront toutes collectées et acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis vers un bassin de rétention des eaux pluviales d'une capacité de 130 m3</p>
Article 11. III	<p>Le sol des aires d'entreposage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	<p>Voirie étanche et aire bétonnée permettant de recueillir les éventuelles eaux de lavage. Réseau de collecte des eaux avec vannes pour isoler le rejet accidentel</p>

Article 11. IV	<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>Conformément au référentiel D9A, la voirie de l'installation a la capacité de recevoir la totalité des eaux d'incendie confinées en cas d'accident de transport.</p> <p>Cette zone est imperméable, entièrement bétonnée.</p> <p>Un regard avec une vanne d'isolement sera posé en amont du séparateur hydrocarbures. En cas de déversement accidentel ou d'incendie sur le site, il est prévu la fermeture de ces vannes pour ne pas polluer le bassin de rétention et éviter le déversement au milieu naturel.</p> <p>Le projet prévoit des bordures chasse-roues de type GSS2 en aval de la plateforme inférieure de la déchetterie, de part et d'autre de la zone de dépôt des déchets verts dans le but de confiner les eaux polluées à même cette plateforme.</p>
<b>Section IV : Dispositions d'exploitation</b>		
Article 12	<p><b>Consignes d'exploitation</b></p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>	<p>La collectivité établira et affichera les consignes d'exploitation du site dans le local gardien. Ces consignes reprendront les éléments indiqués au niveau de cet article.</p>

Article 13.I	<p><b>Gestion des déchets végétaux</b></p> <p>Admission et traitement des déchets végétaux</p> <p>Les seuls déchets admis dans l'installation sont les déchets végétaux non dangereux, c'est-à-dire des déchets constitués de matière végétale non transformée (bois, écorce, liège, feuilles, etc.).</p> <p>Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets non conformes aux déchets admissibles dans l'installation sont retournés au déposant ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>L'exploitant recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.</p> <p>Une inspection visuelle est menée avant le broyage. Les déchets autres que végétaux présents accidentellement dans les déchets végétaux sont retirés avant broyage et traités avec les déchets similaires produits par l'installation.</p>	<p>Le gardien peut justifier du refus de l'acceptation d'un déchet. La collectivité dispose d'éléments pour informer sur les filières existantes.</p> <p>Chaque flux de déchets acceptés est signalé par un panneau spécifique.</p>
Article 13.II	<p>. Conditions d'entreposage</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.</p>	<p>Les déchets végétaux seront stockés dans une zone non couverte afin d'éviter tout risque de zone anaérobie.</p> <p>Les déchets seront évacués tout de suite après broyage.</p> <p>La hauteur maximale de cette zone est conforme</p>
<p><b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b></p> <p><b>Section I : Dispositions constructives</b></p>		
Article 14	<p><b>Collecte des effluents</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>	<p>L'ensemble des eaux de ruissellement collectées sur le site sera acheminé vers le système de traitement.</p> <p>Le plan de masse du site fait partie des pièces constitutives de ce dossier d'enregistrement. Il fait apparaître tous les équipements présents sur le site. Il sera tenu à jour et disponible pour toute consultation par les services de l'état.</p> <p>L'installation étant soumise à la nomenclature eau au vue de l'article 2.1.5.0, un dossier de déclaration loi sur l'eau est joint au dossier détaillant la gestion des eaux de ruissellement.</p>

Article 15	<p>Points de prélèvements pour les contrôles.</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	Les différentes zones de collectes des effluents sont accessibles pour permettre la collecte d'échantillons en vue de réaliser les analyses nécessaires.
Article 16	<p><b>Rejet des effluents</b></p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Les rejets seront réalisés en un seul point.
<b>Section II : Valeurs limites d'émission</b>		
Article 17	<p>VLE pour rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matières en suspension totales : 35 mg/l</li> <li>• DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l</li> <li>• Hydrocarbures totaux : 10 mg/l</li> </ul>	Les rejets d'eaux pluviales respecteront les valeurs du présent article. Le rejet s'effectuera dans le milieu naturel (infiltration dans les sols) après passage par un bassin de rétention et un déboureur-déshuileur. Ainsi, les valeurs limites des eaux rejetées devront être conformes aux valeurs indiquées

Article 18	<p><b>Raccordement à une station d'épuration</b></p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MEST : 600 mg/l</li> <li>• DCO : 2 000 mg/l.</li> </ul> <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter</p>	L'installation ne sera pas raccordée à une station d'épuration
Article 19	<p>Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration.</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p>	<p>Une analyse annuelle sur 24h sera mise en place sur les composés suivant les valeurs limites d'émissions définies à l'article 17.</p> <p>Le laboratoire d'analyse sera agréé pour les valeurs mesurées.</p> <p>Les résultats seront tenus à disposition des services d'inspection.</p>

Article 20	<b>Mesures périodiques</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de telles mesures.	(Se référer à l'article 19)
Article 21	<b>Epandage</b> Toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols est interdite, sauf pour les matières fertilisantes et supports de culture répondant à une norme d'application rendue obligatoire, conformément à l'article L. 255-5 du code rural et de la pêche maritime.	Aucun épandage de déchets ou d'effluents provenant du site ne sera effectué.
<b>Chapitre IV : Émissions dans l'air</b>		
Article 22	<b>Risques d'envols et poussières</b> L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - l'opération de broyage est couverte de manière à capter les émissions. Celles-ci sont traitées afin de réduire leur teneur en poussières ; - des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place le cas échéant autour de l'installation ; - pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage sont mis en place si nécessaire.	Le site sera régulièrement entretenu par le personnel afin d'éviter l'accumulation de poussière sur le sol. Les camions de collecte des déchets seront systématiquement bâchés. Les véhicules circuleront uniquement sur des voiries bituminées, imperméables. Les voiries seront convenablement nettoyées.  L'opération de broyage ne sera pas couverte. elle sera ponctuelle et réalisée par une société externe. Cette opération se déroulera pendant les heures de fermeture du site ; il est procédé à un arrosage des végétaux afin de limiter l'envol des poussières pendant l'opération de broyage.
Article 23	<b>VLE poussières</b> Les effluents gazeux canalisés respectent les valeurs limites suivantes pour les poussières totales : - 100 mg/m3 dans le cas d'un flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h ; - 40 mg/m3 dans le cas d'un flux horaire est supérieur à 1 kg/h	Il n'y aura pas d'effluents gazeux. Les déchets verts broyés seront évacués dès que l'opération sera terminée.
Article 24	<b>Surveillance poussières</b> Une évaluation de la teneur en poussières est effectuée mensuellement par l'exploitant dans les effluents gazeux issus des broyeurs.	L'opération de broyage ne sera que ponctuelle dans l'année. L'évaluation de la teneur en poussière ne sera pas utile.
Article 25	<b>Odeurs</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.  L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les zones d'entreposage des déchets végétaux.	Les seuls déchets susceptibles d'être à l'origine d'odeurs sont les déchets verts. Or ces déchets seront déposés en plateforme et évacués fréquemment, garantissant l'absence de nuisances odorantes sur le site.

<b>Chapitre V : Bruit</b>		
Article 26	<p>I. Valeurs limites de bruit :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</p> <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</p> <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <p>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</p> <p>6 dB (A)</p> <p>4 dB (A)</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Appareils de communication :</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Une mesure de bruit et d'émergence conforme à la réglementation sera réalisée dans l'année suivant le démarrage de l'installation. L'exploitant s'engage à réaliser, ou à faire réaliser par un organisme agréé, les mesures au moins une fois tous les 3 ans conformément à la réglementation en vigueur. Les véhicules et engins de chantier utilisés lors de l'installation seront conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Les sources de nuisances sonores ou de vibrations du site seront essentiellement dues à la circulation des véhicules, au dépôt des déchets et au broyage des déchets verts.</p> <p>Compte tenu de son positionnement à l'écart des habitations, l'installation ne sera pas génératrice de vibrations de nature à nuire aux constructions alentours ou de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage</p>
<b>Chapitre VI : Déchets</b>		

Article 27	<p><b>Généralités</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ;</li> <li>- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) La préparation en vue de la réutilisation ;</li> <li>b) Le recyclage ;</li> <li>c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</li> <li>d) L'élimination...</li> </ul>	<p>Le site sera clos en dehors des heures d'ouverture. Aucun accès ne sera possible : grillage clôturant le site, portails à l'entrée/sortie du site.</p> <p>Les déchets ne sont acceptés que pendant les heures d'ouverture et en présence du gardien de la déchèterie.</p> <p>Le gardien peut justifier du refus de l'acceptation d'un déchet. La collectivité dispose d'éléments pour informer sur les filières existantes.</p> <p>Chaque flux de déchets acceptés est signalé par un panneau spécifique. Le gardien contrôle le taux de remplissage des contenants afin de déclencher l'enlèvement des déchets</p>
------------	--	--